

Documents de travail - 2001

Activité réduite : le dispositif d'incitation de l'Unedic est-il incitatif ?

#12 - décembre 2001 - Marc Gurgand

Les chômeurs indemnisés ont la possibilité de cumuler partiellement les allocations-chômage et des salaires, lorsqu'ils occupent des emplois ponctuels ou peu payés qu'ils n'accepteraient peut-être pas s'ils devaient renoncer entièrement à l'assurance-chômage. Nous utilisons des données administratives pour tester statistiquement l'existence d'un effet incitatif de ce dispositif. Notre approche ne présume pas des contraintes de demande qui peuvent se présenter et ne quantifie pas l'effet du dispositif sur les taux d'emploi observés. Nous trouvons que les chômeurs sont sensibles aux incitations monétaires qui leur sont proposées dans le cadre de ce dispositif. Les effets que nous obtenons sont statistiquement significatifs, forts et robustes aux spécifications.

+ [Télécharger le pdf](#)

Les politiques de « Welfare to Work » en Europe. Les défis actuels des politiques d'activation

#11 - novembre 2001 - Jean-Claude Barbier

Dans le contexte de la mondialisation (et sa prétendue contradiction avec l'expansion budgétaire de l'État-providence), la plupart des systèmes nationaux de protection sociale en Europe se sont transformés, conférant un rôle accru à "l'activité professionnelle" dans la politique sociale. D'une façon générale, et en dépit de quelque flou intrinsèque, l'"activation" peut être utilisée comme une notion décrivant ce trait commun, si ce n'est universel, de la relation changeante entre emploi, travail et protection sociale.

Des programmes et des politiques extrêmement différents ont été mis en œuvre sous cette appellation générale au cours de la dernière décennie. Tous apparaissent ancrés dans leur contexte sociétal, en termes de systèmes de protection sociale, de valeurs et de normes sur lesquels ils s'appuient, ainsi que de systèmes de relations industrielles auxquels ils sont liés.

Deux idéaux-types d'activation peuvent être opposés, le libéral et l'universaliste. Ils traduisent des écarts

importants dans la nature des politiques et des programmes, en termes de services et d'allocations versées, de même qu'en termes de devoirs et de droits de la part des bénéficiaires.

Bien que les divergences entre valeurs nationales empêchent de toute évidence une comparaison stricte des programmes à travers les pays, l'observation de cas particuliers plus ou moins proches de l'un des types laisse entrevoir des résultats contradictoires, suivant les indicateurs retenus pour leur évaluation.

Document uniquement disponible en version anglaise

[**+ Télécharger le pdf**](#)

La transmission du savoir technologique est-elle limitée par la connaissance tacite ? Révision de l'approche évolutionniste de la firme dans l'optique de la cognition partagée

#10 - octobre 2001 - Christian Bessy

L'objectif de ce document est de réexaminer la thèse de l'approche évolutionniste de la firme (Nelson, Winter, 1982) selon laquelle la connaissance d'une organisation se réduit à la connaissance individuelle de ses membres. Cette thèse peut expliquer l'importance accordée par cette approche à la connaissance tacite détenue par les individus. Plutôt que de nous focaliser sur l'opposition entre connaissance tacite et connaissance codifiée, nous nous intéressons à la façon dont la connaissance est partagée, non seulement parmi les individus, mais aussi entre les individus et leur environnement socio-matériel. Nous présentons une approche de la cognition partagée qui conduit à percevoir l'apprentissage comme un processus permanent de réajustement de media représentationnels, internes et externes aux individus. Dans cette optique, nous concluons que les restrictions formulées par l'approche évolutionniste quant à la transmission des capacités organisationnelles et la formation de nouveaux employés ne sont pas aussi fortes.

Document uniquement disponible en version anglaise

[**+ Télécharger le pdf**](#)

RMI et revenus du travail : une évaluation des gains financiers à l'emploi

#9 - avril 2001 - Marc Gurgand, David Margolis

Nous comparons le revenu disponible des ménages bénéficiaires du RMI avec le revenu disponible à long terme de ces mêmes ménages si l'un des membres percevait son salaire potentiel. À cette fin, nous estimons la structure des salaires mensuels qui pourraient être offerts aux bénéficiaires du RMI s'ils occupaient un emploi. Les distributions des gains monétaires éventuels sont décrites et décomposées pour des ménages de

caractéristiques différentes. Nous appuyons les estimations et les simulations sur une enquête représentative des allocataires du RMI : les salaires observés sont très faibles notamment en raison du travail à temps partiel, y compris pour les hommes. Sur la base de cette distribution de salaires, nous trouvons que trois quarts des ménages gagneraient financièrement à occuper un emploi. En revanche, moins de la moitié des mères isolées verraient leur revenu augmenter. Si nous affectons un salaire aux deux membres des couples, 96% des ménages de cette catégorie gagneraient à travailler dans ces conditions. La distribution des salaires observés sur cette population étant très atypique, nous leur affectons ensuite la structure des salaires telle qu'elle est observée sur l'ensemble des salariés en utilisant l'enquête « Emploi ». Neuf ménages au RMI sur dix verraient alors leur revenu de long terme s'élever. Les mères isolées restent les plus mal placées en termes d'intérêt monétaire.

[+ Télécharger le pdf](#)

Le statut de l'entrepreneuriat artistique et culturel : une question d'économie politique

#8 - avril 2001 - Marie-Christine Bureau

L'objectif de ce texte est d'aborder le statut de l'entrepreneuriat artistique et culturel comme une question d'économie politique.

La première partie replace la question du statut de l'activité artistique par rapport à certaines transformations récentes dans les mondes de l'art : avec la multiplication effervescente des lieux où l'art se diffuse, l'activité artistique déborde bien au-delà des espaces qui lui étaient consacrés, irriguant de plus en plus des secteurs de la vie économique et des espaces de la vie quotidienne.

La seconde partie décrit la façon dont cette question est abordée dans les débats politiques, autour des interrogations sur la pérennisation des emplois-jeunes dans le champ culturel, des réflexions sur l'organisation d'un tiers secteur d'économie sociale et solidaire ou des perspectives de rénovation du service public culturel local.

La troisième partie présente, à travers six situations concrètes, différents aspects et conséquences des ambiguïtés qui pèsent sur le statut de l'activité culturelle : démêlés avec l'administration fiscale résultant d'une confusion entre activité commerciale et activité lucrative ; incertitudes sur la définition et la reconnaissance des missions de service public.

Enfin, la dernière partie examine les raisonnements de la théorie économique susceptibles d'éclairer le débat : ceux qui fondent la légitimité d'un financement public, même partiel, des activités culturelles ; ceux qui dénoncent les effets pervers de la subvention publique ; ceux qui justifient l'existence économique d'organisations sans but lucratif dans ce secteur.

[+ Télécharger le pdf](#)

Le travail des femmes en France : trente ans d'évolution des problématiques en sociologie (1970-2000)

#7 - mars 2001 - Martine Lurol

En France, depuis les années soixante-dix, les problématiques traitant du travail des femmes se sont transformées, donnant lieu à une production importante d'analyses, notamment en sociologie. C'est à l'évolution de ces problématiques sociologiques sur trente ans que nous nous intéressons, en montrant comment nous sommes passés de l'étude de la condition féminine à l'objet «travail des femmes», puis de l'objet «travail des femmes» à l'analyse du «travail féminin», enfin de l'analyse du «travail féminin» à celle de la «différence des sexes» sur le marché du travail, pour déboucher aujourd'hui sur les questions d'identité, d'égalité, de mixité, de genre. Chaque étape croise les contextes socio-économique et socio-politique, les différents courants théoriques, l'évolution et l'émergence de nouveaux concepts, les enjeux du marché du travail et ses recompositions, la permanence des inégalités et des discriminations qui s'exercent dans l'ordre social. Cette mise en perspective permet de relier les avancées significatives des connaissances sur le sujet et leur non prise en compte dans la recomposition du monde du travail par l'ensemble des acteurs politiques, économiques et syndicaux.

+ [Télécharger le pdf](#)

Garder et accueillir les enfants : une affaire d'État ?

#6 - janvier 2001 - Marie-Thérèse Letablier, Géraldine Rieucou

L'objectif de ce texte est de comparer les logiques qui sous-tendent l'action publique en matière de garde des jeunes enfants dans divers pays de l'Union européenne. Si les politiques convergent vers l'impératif de « conciliation » entre la vie familiale et la vie professionnelle, en grande partie sous l'impulsion de la Commission européenne, il n'en reste pas moins que les politiques doivent composer avec le passé, avec l'histoire et les normes sociales en vigueur concernant les rôles respectifs de l'État et de la famille dans ce domaine. La première partie est consacrée à la confrontation de différentes logiques d'action publique concernant l'aide aux familles et la garde des jeunes enfants. Ces logiques sont appréhendées à partir des justifications que les pouvoirs publics donnent à leur action (ou à leur inaction). Dans la deuxième partie, l'attention est portée sur la France pour montrer la complexité des justifications de l'action de l'État et pour déceler de grandes tendances dans l'évolution des politiques dites d'accueil de la petite enfance.

+ [Télécharger le pdf](#)



Les numéros parus

+ [2018](#)

+ [2017](#)

+ [2016](#)

+ [2015](#)

+ [2014](#)

+ [2013](#)

+ [2012](#)

+ [2011](#)

+ [2010](#)

+ [2009](#)

+ [2008](#)

+ [2007](#)

+ [2006](#)

+ [2005](#)

+ [2004](#)

+ [2003](#)

+ [2002](#)

+ [2000](#)

